



Le Bulletin de StreetNet

Numéro 12 Mars 2008

Le Bulletin de StreetNet International, la fédération internationale qui a été créée pour promouvoir et protéger les droits des vendeurs et des vendeuses de rue. Adresse: N228 Diakonia Centre, 20 St Andrews Street, Durban 4001 Afrique du Sud. e-mail stnet@iafrica.com site internet: www.streetnet.org.za

Bulletin de StreetNet sur site internet <http://www.streetnet.org.za/francais/page5.htm>

Dans cet numéro:

- **Violence après l'élection au Kenya bouleverse les vies des vendeurs de rue et marchands informels**
Par Evalyne Wanyama, Co-ordinatrice Nationale de KENASVIT
- **Plan de Travail de StreetNet pour 2008**
- **Education des Travailleurs pour l'Economie Informelle - StreetNet et Ditsela organisent un Atelier de "Formation des Formateurs"**
- **Le 20ème Congrès Annuel de la FIAET met l'éducation des travailleurs de l'économie informelle à l'ordre du jour**
- **Visite de SEWA à CNTS au SENEGAL**
Par Seyni Man Ndiaye, Secrétaire en Charge du Secteur Informel de la CNTS, Sénégal et Falguni Patel et Aisa Suleman Pathan, de SEWA, Inde
- **Visite d'échange - CTCP, Nicaragua visite FNOTNA, Mexique**
Par Orlando Jose Mercado, Co-ordinateur adjoint de CTCP, Nicaragua
- **Nouvelles en Bref**
- **Les vendeurs de rue sont trompés par les autorités à Caracas**
Par Yolanda Wundheiser, correspondante vénézuélienne du *Beun Dia Prosie* 65
- **Recicladores sin Fronteras**
Par Chris Bonner, WIEGO, Programme d'organisation et représentation
- **Journée Internationale d'Action pour le Forum Social Mondial - Un autre monde est possible!**
- **Lesotho - Sueur et larmes comme les colporteurs sont expulsés des rues**
Par Lebohang Chefa, Chargée d'Information et de Communication, Transformation Resources Centre, Lesotho
- **Lancement de l'alliance des vendeurs "Sisonke"**
Par Gaby Bikombo, président de l'association Siyagunda
- **COGEC devient un syndicat national**

Violence après l'élection au Kenya bouleverse les vies des vendeurs de rue et marchands informels

Par Evalyne Wanyama, Co-ordinatrice Nationale de KENASVIT

Le 27 Décembre 2007, les Kenyans se sont rendus aux urnes pour élire le dixième parlement dans le contexte des promesses électorales variées faites par des candidats différents pour améliorer leurs vies. Cependant, les événements qui ont suivi concernant le vote présidentiel record et une annonce éventuelle du gagnant, a plongé le pays dans une violence et le chaos qui a sévèrement affecté les vies des membres de l'Association des vendeurs sur la rue et des commerçants informels au Kenya (KENASVIT) et celles des Kenyans en général. Ce rapport met l'accent particulier sur l'impact de la violence sur les membres de KENASVIT habitant les villes de Eldoret, Nakuru, Mombasa, Nairobi, Kisumu et Migori. L'alliance de Machakos était la moins touchée par la violence. L'éruption spontanée de la violence a laissé des traces de destruction sous forme des déplacements de la population loin de leurs sites de vente et des domiciles, suspicions, blessures et perte des vies, perte des propriétés, réduction des revenus et stagnation des activités des associations telles que détaillées ci-dessous.

Pendant les escarmouches, plusieurs vendeurs de rue ont été blessés et les autres ont perdu leurs vies et les leurs. D'autres ont fui leurs maisons pour chercher refuge dans les églises, les écoles et les camps de la police étant donné que leurs maisons ont été vandalisées et/ou mis à feu par les attaquants. La brutalité, couplée avec le désespoir et le manque d'abri, a causé un traumatisme incommensurable aux vendeurs affectés. Certains des membres déplacés ont migré vers d'autres villes ou vers leurs villages ancestraux. Et seul l'avenir nous dira s'ils reviendront à leurs places de travail. Ceux qui vivent dans les camps des personnes déplacées doivent se contenter d'un approvisionnement inadéquat de la nourriture, eau, installations sanitaires, vêtements, abris, assistance médicale et éducation pour leurs enfants. Certains des vendeurs déplacés continuent avec leurs business sur les rues pendant qu'ils vivent dans les camps.

Lors des protestations, plusieurs vendeurs de rue ont perdu leurs articles de vente aux pilliers et/ou pyromanes étant donné qu'ils opèrent à partir des rues, qui sont souvent les zones de combat. Les articles domestiques et propriétés des affaires qui valent des millions des shillings ont été perdus par les membres de KENASVIT pendant cette crise. Le prix des articles de base ont monté rendant ainsi la vie très difficile pour les personnes déplacées et pauvres au Kenya. Les heures de travail ont diminué parce que les vendeurs ouvrent tard et ferment tôt pour des raisons de sécurité. Dans certaines villes comme Nakuru qui est sous couvre-feu, les colporteurs qui d'habitude vendaient aux voyageurs de nuit sont forcés de travailler la journée seulement. Faible business et la nature volatile de la vie dans les villes affectées a fait que les vendeurs qui avaient des dettes soient incapables de les payer. Le paiement des taxes du conseil municipal a été également affecté. Cependant, les affaires sont en train de revenir lentement au normal. Les suspicions entre les vendeurs sont encore très élevées; étant donné que certains vendeurs expulsent leurs collègues de leurs lieux de vente. Les leaders de KENASVIT essaient d'intervenir mais c'est clair qu'on a besoin d'un effort concerté pour résoudre ce problème.

La vie associative des membres de KENASVIT s'est arrêtée comme les membres luttèrent pour sauver leurs vies et possessions. Les problèmes de communication ont fait qu'il soit difficile d'atteindre les membres et aussi le gouvernement a déclaré illégaux tous rassemblements publics sauf ceux religieux. Toutefois l'interdiction est maintenant levée et les réunions de paix, réconciliation et celles liées au travail sont permises. C'est dans ce cadre que le bureau national de KENASVIT a demandé à tous ses affiliés d'organiser des réunions avec les membres de la base pour évaluer l'impact de la crise à chaque membre et tracer la voie en avant. La violence d'après l'élection était un coup majeur pour la fabrique nationale, et la restauration de la paix est une question prioritaire pour tous les kenyans. KENASVIT s'est joint à d'autres acteurs Etatiques et non étatiques dans cet effort. Les membres de KENASVIT soutiennent fermement l'effort de médiation conduit par l'ancien Secrétaire Général des Nations Unies, Koffi Annan, pour trouver une résolution pour trouver une résolution pacifique à la crise politique. KENASVIT soutient les résolutions clés de l'équipe de médiation tel que la révision de la constitution et l'établissement de la politique nationale de terre comme moyen de redresser les injustices historiques et prévenir la récurrence de ce type de problèmes dans l'avenir. Pour ramener les membres ensemble, le bureau national de KENASVIT est en train de planifier d'entreprendre un programme de paix et réconciliation à tous les niveaux de l'organisation. Il cherche aussi la collaboration avec d'autres détenteurs d'enjeu pour apporter des services d'accompagnement aux membres traumatisés pour leur permettre de continuer avec leurs vies. Des programmes de police communautaire seront entrepris en collaboration avec les autorités compétentes pour débarrasser les rues des éléments criminels pour que les vendeurs de rue puissent bien travailler. KENASVIT a besoin du soutien des partenaires et amis pour exécuter ces activités.

Pour conclure, les membres de KENASVIT en appellent à tous les camarades au sein de StreetNet de montrer leur solidarité par l'envoi des messages de solidarité aux leaders Kenyans pour qu'ils maintiennent la paix et résolvent le conflit le plus tôt possible pour que les vendeurs de rue puissent travailler en paix.

Plan de Travail de StreetNet pour 2008

2008 est la dernière année du second plan triennal de StreetNet 2006 - 2008. L'évaluation de StreetNet pour 2007 a noté le besoin de souligner les objectifs généraux pour lesquels les fonds des projets sont basés:

- Marginalisation réduite des vendeurs de rue à travers la diminution du harcèlement, meilleurs niveaux de revenus et sécurité, situation sanitaire améliorée, pauvreté réduite, niveaux réduits de travail des mineurs, moins d'impact de VIH/SIDA;
- Droits des vendeurs de rue sécurisés;
- Systèmes statutaires de représentation efficaces;
- Application des politiques appropriées;
- Capacité organisationnelle valorisée;
- Moins de vulnérabilité au patronage et corruption;
- Fragmentation réduite des organisations de l'économie informelle;

- Education et formation pour les travailleurs informels dans le secteur de vente de rue.

1. Ateliers

Un programme de formation des dirigeants pour notre affilié FEDEVAL, Pérou (initié en 2005) aura lieu dans les premiers six mois de 2008. Atelier conjoint StreetNet-Comité de coordination des Syndicats D'Afrique Australe (SATUCC).

2. Visites d'échange

Les visites suivantes ont commencé en 2007 et le deuxième tour de ces visites doit être complété en 2008:

CNTS (Sénégal) - SEWA (Inde) FNOTNA

(Mexique) - CTCP (Nicaragua)

ZCIEA (Zimbabwe) - Alliance des vendeurs de rue du Cape de l'Est. NEST (Népal) - KENASVIT (Kenya)

Planification pour les visites de 2008: Il est prévu des visites d'échange en 2008, et il est proposé de donner priorité les organisations suivantes: SIVARA (Argentine); FOSSIEH (Honduras); LDFC (République Démocratique du Congo); Street Vendors' Project (New York, US); SEU (Bangladesh); et FUTRAND (Venezuela). La décision finale sera prise par le Conseil International en Avril concernant les visites d'échange de 2008.

3. Réunions Internationales

La Conférence sur la planification Urbaine et Développement de Politique à Delhi, Inde se tiendra en Avril 2008 au même moment que la réunion du Conseil International. NASVI et SEWA seront les organisations hôtes pour la conférence. Les buts de la conférence convenus à la réunion du Conseil International de Mai 2007 sont:

- Développer la capacité de contribuer à la planification et développement de politique;
- Aller vers une planification urbaine participative impliquant les vendeurs de rue;
- Aller vers l'implication des membres dans la formulation des politiques;
- Ultimement, comment allons-nous changer la façon dont pensent les juges, avocats, planificateurs urbains etc.
- Identifier les meilleures pratiques.

4. Fédérations Syndicales Globales

StreetNet-Union Network International (UNI): Le programme de UNI - StreetNet sur le renforcement de la capacité des organisations dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso Côte - d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo) qui fonctionnait depuis 2005, prends fin en deuxième moitié de 2008.

StreetNet - l'Internationale de Services Publics (ISP): StreetNet et ISP va continuer à travailler en réseau informellement faisant des liens entre les syndicats du secteur formel et informel au Brésil, Colombie, Afrique du Sud et Zambie.

5. Litiges

Les litiges sur le procès de l'organisation de l'Association des vendeurs de rue de Phoenix Plaza (PPSTA) ont été déposés auprès de la haute cour de Durban en 2007 par Legal Resources Centre, contestant la légalité de confisquer les biens des vendeurs de rue par le Conseil Métropolitain eThekweni. Nous attendons encore la date de l'audition du procès. Une action de masse contre l'abus de pouvoir par la police métropolitaine est aussi prévue.

6. Bulletin

Il est prévu l'impression de trois sorties du bulletin cette année, en Mars, Juillet, Novembre au lieu de deux, en réponse à la requête par les affiliés pour une grande fréquence. La troisième sortie était rendue possible par le bureau, pour avoir économisé sur le budget du bulletin en 2006 et 2007.

7. Site Web

StreetNet va continuer de travailler sur la mise à jour du site web avec des nouvelles et événements et aussi travailler pour une plus grande interaction avec les affiliés pour le garder comme une fenêtre des vendeurs de rue au monde qui pourvoit de l'information de l'économie informelle, activités de Streetnet et affiliés. Les thèmes du web pour cette année, afin de mettre l'accent sur les luttes des vendeurs de rue et travailleurs de l'économie informelle, sont:

Journée Internationale pour les Femmes (Mars 8, 2008)

Journée Internationale de Travail (Mai 1, 2008)

Journée sans travail de l'enfant (Juin 12, 2008) Profiler les activités des affiliés de StreetNet (Juillet - Décembre, 2008). Ce Thème nécessitera la coopération totale de tous les affiliés qui doivent nous envoyer des informations, des articles et photos.

8. Campagnes:

Villes du Niveau Mondial Pour Tous!! En 2008, StreetNet va continuer à coordonner la campagne Sud - Africaine en se préparant pour les jeux de la Coupe Mondiale FIFA 2010, y compris:

- Négociations avec les municipalités et Rail Réserve paraétatiques;
- Négociations entre NEDLAC et FIFA LOC;
- Renforcement des alliances avec les partenaires de campagne;

9. Education du Travailleur

Un programme conjoint de trois ans pour l'éducation des travailleurs dans l'économie informelle dans la région de la SADC (Communauté de Développement des pays d'Afrique Australe) sera fait conjointement avec DITSELA, faisant suite à l'atelier de formation des formateurs organisé conjointement et qui s'est tenu à Johannesburg en Juillet 2007.

10. Structures régionales

Les plans pour quatre structures régionales en Asie, Amérique Latine, Afrique Australe et de l'Est, et Afrique de l'Ouest, fera l'objet de discussion à la réunion du Conseil International en Avril 2008. Ceci fait suite à la résolution prise au deuxième Congrès International en 2007, qui, basé sur la coopération entre affiliés dans la région: «une

organisation point focal sera identifiée par le Congrès International ou le Conseil International dans chaque région identifiée, cette organisation va accueillir la structure régionale de StreetNet et Coordonner la communication entre les affiliés dans la région».

Les trois années prochaines avant le Congrès International de StreetNet en 2010 Nous avons trouvé qu'il est possible de beaucoup réaliser avec notre budget limité, et il est possible que nous continuerons à presser le plus possible à partir des budgets très limités. Nous devons chercher des nouveaux donateurs pour le plan triennal prochain de 2009 - 2010 [2011], étant donné que c'est seulement FNV qui a indiqué sa volonté de continuer à financer note noyau et activités de projet pendant cette période. Ford Foundation va cependant continuer à soutenir notre participation aux événements internationaux de la société civile. Nous anticipons que nos affiliés vont continuer à augmenter en Afrique, Asie et Amérique Latine, et en l'absence des fonds pour les visites sur terrain, nous sommes en train de discuter avec l' Institut Global du Travail à Genève, sur comment commencer notre extension en Europe de l'Est. Nous devons intensifier nos activités en Amérique Latine et en Caraïbes à travers l'OIT et nos contacts au sein de la CSI et les GUFs, afin de pouvoir faire plus de progrès significatif dans cette région.

Nous anticipons que nos affiliés vont devenir plus actifs dans la coordination régionale des activités à travers de nouvelles structures régionales de StreetNet directement gérées par nos affiliés.

La force de StreetNet réside dans nos affiliés

Nous anticipons que plusieurs de nos affiliés vont réaliser les résultats en influençant la politique (aussi bien au niveau du gouvernement local que national) dans leurs pays, et en utilisant les réseaux internationaux de StreetNet pour étendre leur influence aux autres pays et forums internationaux. Nous espérons voir se développer plus d'indépendance de culture et de l'autosuffisance, au moins parmi nos plus forts affiliés, ainsi qu'un plus fort leadership féminin à chaque niveau.

Il est possible que lorsque nous allons compléter le programme courant de UNI - StreetNet, nous puissions être à mesure d'exécuter une deuxième phase - pas nécessairement confinée aux mêmes pays francophones de la région d'Afrique de l'Ouest où nous étions en train de travailler depuis 2005 - 2007. Nous espérons aussi que d'étendre notre programme de ISP - StreetNet, et continuer à travailler en réseau avec d'autres Fédérations Syndicales Globales (GUFs) dans notre travail. Conjointement avec la FIAET (à la quelle StreetNet est affiliée) et ses autres affiliés, nous espérons de faire plus de progrès en développant l'éducation des travailleurs dans l'économie informelle. Nous espérons qu'au cours de cette période de trois ans prochains, nous serons à mesure d'intensifier l'efficacité de StreetNet International et ses affiliés en développant de nouvelles structures politiques en utilisant ce qui suit comme base:

- Les résultats de la réunion internationale tenue au Sénégal en Mars 2007 sur la négociation collective dans l'économie informelle, lois et litiges dans le secteur de vente de rue;
- La réunion internationale sur le thème de planification urbaine et développement de politique qui se tiendra à Delhi en Mai 2008;

- Solidarité et alliances développées à travers nos propres campagnes telles que la campagne de WCCA et la participation continue dans les autres campagnes internationales comme celle sur le Travail Dément pour une Vie Dément. Les nouveaux domaines dans lesquels nous espérons faire davantage de progrès actif (en ce qui concerne les activités sur le terrain) tout au long des trois années prochaines sont:

1. Vendeurs de rue handicapés, vendeurs de marché informel et ambulants;
2. VIH/SIDA et ses effets et/ou implications pour notre secteur;
3. Relations de classe et d'emploi entre les vendeurs de rue, vendeurs de marché informel et ambulants au sein de nos organisations;
4. Les problèmes de commerce mondial, leurs effets sur et implications pour notre secteur.

Education des Travailleurs pour l'Economie Informelle - StreetNet et Ditsela organisent un Atelier de "Formation des Formateurs"

StreetNet et Ditsela (Institution de formation des travailleurs en Afrique du Sud) ont organisé conjointement un atelier de formation des formateurs à Johannesburg sur comment organiser les travailleurs de l'économie informelle de la région des pays de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC). Cet atelier de 4 jours s'est tenu du 2 - 6 Juillet 2007.

Seize participants venant des organisations de l'économie informelle de la SADC y ont participé. Les organisations représentées étaient ZCIEA par Elijah Mutemeri et Beauty Mugijima (Zimbabwe), OTM par Ana Timana (Mozambique), MUFIS par Mwanda Chiwambala (Malawi), TUICO par Hassan Chamzim (Tanzania), KTB par Tsolo Lebitsa (Lesotho), NAMSTA par Veripi Kandenge (Namibia), AZIEA par Estella Chisenga et WEAZ par Chisandi Kunda et Mike Chungu (Zambia), SATAWU par Oupa Oldjohn Siyenge, Co-op Silwa Nobuphofu par Thandiwe Xulu, ASEZA Co-op par Nolesini Marhola (Afrique du Sud), Campagne WCCA par Cheche Selepe (Gauteng - Afrique du Sud) et Thabo Petrus Louw (Cape du Nord) et la CIEAS par Khangeziwe Mkhathshwa (Swaziland).

Les objectifs de l'atelier étaient de:

1. Créer la capacité éducationnelle du travailleur pour les travailleurs vulnérables de la région de SADC y compris ceux de l'économie informelle.
2. Renforcer l'organisation des travailleurs vulnérables, inclut ceux travaillant dans l'économie informelle, dans les pays de la région de la SADC.
3. Pourvoir l'éducation des travailleurs pour des nouvelles initiatives pour organiser les catégories non organisées des travaux formels et informels dans des situations vulnérables.

4. Promouvoir des solutions organisationnelles pour contrer les mesures de globalisation qui pressent les travailleurs hors l'emploi formel sécurisé.

La globalisation

L'atelier a commencé par mettre l'accent particulier directement sur la globalisation, explorer les manifestations clés de la globalisation et ses effets sur l'informatisation du travail et développer une compréhension des défis fondamentaux auxquels font face les travailleurs dans l'économie informelle. Les participants se sont divisés en groupes et ont créé des collages en utilisant les images et textes, pièces de papier et tissu. Durant la session plénière, les participants ont discuté sur pourquoi le travail informel est tellement un problème central aujourd'hui et comment les hommes et femmes sont-ils touchés différemment et particulièrement, l'impact sur les femmes travailleuses et l'augmentation de la pauvreté.

Les participants ont discuté sur comment l'organisation dans l'économie informelle par les syndicats, le principe du travail de solidarité entre travailleurs de l'économie formelle et ceux de l'économie informelle et gagner une compréhension de première main des besoins et exigences des travailleurs de l'économie informelle. Les participants sont allés rencontrer les femmes vendeuses de nourriture qui travaillent au dehors du Stade FNB qui est en train d'être agrandi pour la coupe du monde de FIFA en 2010, tout près de Soweto. Cette visite sur terrain était le point culminant de toute la semaine, fournissant de l'expérience d'interview pratique et en même temps en tant qu'occasion d'apprendre sur la situation des vendeurs informels. Les vendeuses s'organisaient pour protéger leurs droits de vendre de la nourriture aux travailleurs après qu'elles aient été chassées par les chefs de construction, et les participants avaient un devoir de les interviewer sur leur travail informel et gagne-pain, les problèmes auxquels elles font face en tant que femmes vendeuses au stade et leur action collective pour les résoudre.

L'atelier a examiné l'étude de cas réels actifs suivant: Premièrement, la TUC de Ghana qui a pris l'étape de former un département de l'économie informelle pour atteindre les millions des travailleurs informels de devenir vraiment représentatifs. Au Ghana 80-85% des travailleurs sont dans l'économie informelle. La deuxième étude de cas concernait les Philippines et a examiné une approche qui a utilisé les coopératives comme moyen d'établir la productivité et donc les niveaux de revenus pour les travailleurs informels au niveau de subsistance. Le troisième cas était l'étude sur la SEWA en Inde qui est le plus grand syndicat des travailleurs informels en Inde et dans le monde. Les buts primordiaux de SEWA est d'atteindre l'emploi total pour les femmes travailleuses autonomes qui forment 94% de la main-d'œuvre, par la sécurité du travail, sécurité des revenus et sécurité sociale à travers la syndicalisation et développement coopératif.

Les participants ont discuté sur comment l'organisation dans l'économie informelle par les syndicats, le principe du travail de solidarité entre travailleurs de l'économie formelle et ceux de l'économie informelle et gagner une compréhension de première main des besoins et exigences des travailleurs de l'économie informelle. Les participants sont allés rencontrer les femmes vendeuses de nourriture qui travaillent au dehors du Stade FNB qui est en train d'être agrandi pour la coupe du monde de FIFA en 2010, tout près de Soweto. Cette visite sur terrain était le point culminant de

toute la semaine, fournissant de l'expérience d'interview pratique et en même temps en tant qu'occasion d'apprendre sur la situation des vendeurs informels. Les vendeuses s'organisaient pour protéger leurs droits de vendre de la nourriture aux travailleurs après qu'elles aient été chassées par les chefs de construction, et les participants avaient un devoir de les interviewer sur leur travail informel et gagne-pain, les problèmes auxquels elles font face en tant que femmes vendeuses au stade et leur action collective pour les résoudre.

L'atelier a examiné l'étude de cas réels actifs suivant: Premièrement, la TUC de Ghana qui a pris l'étape de former un département de l'économie informelle pour atteindre les millions des travailleurs informels de devenir vraiment représentatifs. Au Ghana 80-85% des travailleurs sont dans l'économie informelle. La deuxième étude de cas concernait les Philippines et a examiné une approche qui a utilisé les coopératives comme moyen d'établir la productivité et donc les niveaux de revenus pour les travailleurs informels au niveau de subsistance. Le troisième cas était l'étude sur la SEWA en Inde qui est le plus grand syndicat des travailleurs informels en Inde et dans le monde. Les buts primordiaux de SEWA est d'atteindre l'emploi total pour les femmes travailleuses autonomes qui forment 94% de la main-d'œuvre, par la sécurité du travail, sécurité des revenus et sécurité sociale à travers la syndicalisation et développement coopératif.

Néanmoins SEWA devrait lutter pour la reconnaissance étant donné que le département du travail prétendait qu'il devrait y avoir une relation avec un employeur pour que les travailleurs joignent. L'argument de SEWA était que c'était le travail des syndicats d'unir les travailleurs peu importe leur relation d'emploi. Deux autres études de cas ont donné les exemples de la lutte des syndicats d'économie informelle pour la reconnaissance légale: Une formée en Hollande par les travailleurs sexuels appel appelée Red Thread (Fil Rouge) pour défendre leurs droits, et une autre en Philippines appelée Makalaya qui a combiné le syndicalisme et l'organisation communautaire pour demander davantage de réceptivité de la part des syndicats formels en résolvant les problèmes des femmes travailleuses informelles.

Les négociations

L'activité finale sur les négociations dans le contexte de l'économie informelle, dont le but est d'identifier les problèmes de négociation, les demandes et équivalent en regardant plusieurs scénarios dans lesquels on pouvait réclamer des négociations. Deux d'entre-elles étaient: la lutte d'un syndicat informel pour reconnaissance légale et enregistrement par le Département du Travail et deux, un syndicat qui organise les travailleurs formels et informels doit étendre les lois dépassées et redéfinir les définitions du "travailleur" et "syndicat" pour que tous les travailleurs, formels et informels, soient protégés par la législation du travail.

Les matériaux de formation qui ont été développés pour la Federation Internationale des Associations des Travailleurs pour l'Education des travailleurs (FIAET) Projet de l'Afrique Australe et de l'Est, ont été adaptés et la facilitation a été assurée par StreetNet, Association pour l'Education des travailleurs de la Zambie (WEAZ) et Ditsela.

Le 20ème Congrès Annuel de la FIAET met l'éducation des travailleurs de l'économie informelle à l'ordre du jour

Le 20 ème congrès de la Fédération Internationale des Associations pour l'éducation des travailleurs "Education des travailleurs de l'économie informelle" a été organisé du 1er au 5 Décembre 2007 à Ahmedabad, Inde.

Les délégués des organisations des travailleurs venant de partout dans le monde ont célébré les 60 ans de la FIAET qui est le seul forum indépendant opérant au niveau global et dont l'intérêt exclusif est l'éducation des travailleurs.

Le secrétaire général sortant, David Spooner, dans le mot d'ouverture a dit que "la célébration des 60 ans de la FIAET était une réussite significative, un testament des générations successives des leaders de l'éducation de travailleurs, pratiquants et activistes qui ont donné leur énergie et leur dévotion à notre mouvement international." Au cours du séminaire de deux jours, les délégués ont discuté de l'éducation des travailleurs de l'économie informelle, ont développé des recommandations pour un plan de quatre ans sur l'éducation des travailleurs de l'économie informelle et les ont adoptées pendant la discussion sur les programme et les activités.

Objectifs du Séminaire

1. Conscientiser les organisations membres de la FIAET et les partenaires aux expériences variées en éducation des travailleurs dont le but est d'appuyer l'organisation démocratique des travailleurs de l'économie informelle.
2. Permettre aux représentants de la Self Employed Women's Association (SEWA) de partager leur travail en édifiant un syndicat fort d'un million de travailleurs de l'économie informelle.
3. Utiliser ces expériences comme base afin de voir ce qui fonctionne ou non, en vue de développer et de renforcer les programmes et activités de la FIAET pour défendre les droits des travailleurs de l'économie informelle.
4. Consolider, développer et renforcer les activités pédagogiques d'IFWEA avec les travailleurs dans l'économie informelle à travers les discussions et débats.
5. Enregistrer les observations clés et développer une série de recommandations afin de jeter les bases de l'éducation des travailleurs de l'économie informelle.

Le premier jour, les expériences d'organisation dans l'économie informelle ont été partagées. Deux perspectives sur le thème était présentées: organisation dans l'économie informelle et l'agenda des travailleurs. Arbind Singh de NASVI a présenté son exposé basé sur les expériences de l'association des travailleurs de l'économie informelle, pendant que Marao Raimondo, Secrétaire Générale d'OTM Mozambique, a parlé du point de vue d'un syndicat organisant dans l'économie informelle.

Quatre ateliers "Apprendre des expériences de la Self Employed Women's Associations (SEWA)" se sont tenus et considéraient ce qui suit:

- Organiser les travailleurs de l'économie informelle (comment SEWA a recruté ses membres pour devenir la plus grande Union des femmes travailleuses informelles) - dirigé par Maanli Shah;
- Sécurité sociale (comment les six organisations pour la provision de la sécurité sociale contribuent à la protection sociale des membres) - dirigé par Mirai Chatterjee;
- Micro-finance et capitalisation (Banque de SEWA) - dirigé par Jayshree Vyas;
- Création de revenu, Développement rural et Coopératives (comment ceci édifie et consolide la base d'adhésion à SEWA) - dirigé par Bharti Bhavsar et Uman Swaminathan. Dans l'après midi, la session sur "contexte, expérience et stratégies" a produit des recommandations qui vont alimenter les discussions orientées sur le plan de quatre ans pour l'éducation dans l'économie informelle.

Au deuxième jour, la discussion tournait autour de comment l'organisation des travailleurs de l'économie informelle peut être soutenue en se référant sur les présentations du jour précédent. Les participants ont développé l'ébauche d'un plan de quatre ans de l'éducation des travailleurs de l'économie informelle.

- Nouveaux matériaux et nouvelles approches
- Organisation et éducation
- Promouvoir la solidarité

Les résolutions passées par les délégués à la conférence ont souligné l'importance de bâtir l'organisation des travailleurs et l'éducation dans différents secteurs, particulièrement l'économie informelle. La conférence a résolu de "mettre en place un programme mondial à long terme pour l'éducation des travailleurs de l'économie informelle basée sur l'acquisition de compétences et la formation dans chaque région, appuyé par un personnel de programme régional à temps-plein".

Susan Schuman de AFDL - CIO / NLC/ Rutgers était élue présidente, Sahra Ryklief de la LRS de l'Afrique du Sud était élue Secrétaire générale. Namrata Bali de SEWA, Paroli Gyorgy de MSZOSZ de Hongrie, Karl Setter d'ABF Suède et Juan Carlos Vargas de Plades, Pérou ont été élus Vice-Présidents.

Visite de SEWA à CNTS au SENEGAL

Par Seyni Man Ndiaye, Secrétaire en Charge du Secteur Informel de la CNTS, Sénégal et Falguni Patel et Aisa Suleman Pathan, de SEWA, Inde

La visite d'échange a été discutée par les affiliés de StreetNet SEWA et le Comité des femmes de la CNTS, et un programme de visite a été dressé pour le partage d'information et apprentissage sur le travail que ces organisations respectives font afin de développer des plans de sécurité sociale pour leurs membres - les femmes qui travaillent dans l'économie informelle. Après un échange de correspondance mutuelle pour planifier le programme et dresser le budget pour la première partie de la visite d'échange, la visite de la délégation de SEWA au Sénégal a eu lieu entre le 14-29 Nov. 2007.

La délégation, composée des membres de SEWA Falguni Patel et AISA Suleman Pathan, a été reçue par la délégation de la CNTS dirigée par Fatou Bintou, Présidente

du Comité des femmes, le 15 novembre au Bureau de la CNTS. Ceci a été suivi par un briefing avec tous les membres du conseil de la CNTS. Enfin, avant la fermeture de la session, la délégation visitant a brièvement parlé du programme de la sécurité sociale de SEWA pour ses membres.

Les visiteuses de SEWA ont appris que le Sénégal est un pays dont la population est de 10.5 millions. Ils ont 3 à 4 millions de travailleurs dans l'économie formelle. Le reste sont des travailleurs du secteur informel. C'est essentiellement un pays agricole et quelques industries existent. Plusieurs industries dans les secteurs des textiles et de la pêche ont été fermées et le résultat c'est que de nombreux travailleurs ont été affectés. C'est ainsi que la CNTS a commencé à organiser les travailleurs informels. La majorité des travailleurs qui ont perdu leur emploi étaient des femmes. La CNTS est le plus grand syndicat au Sénégal. Ils ont 24 000 membres travailleurs du secteur informel et 60 000 du secteur formel.

La CNTS a mis sur pied une mutuelle de crédit pour leurs membres femmes pour qu'elles puissent emprunter et générer des recettes avec l'objectif de promouvoir la solidarité. Certaines des raisons pour la mutuelle sont:

- Le financement est une option qui aide les femmes à étendre leur travail et accroître leurs revenus.
- Le problème primordial des femmes c'est l'accès aux ressources financières, à la protection sociale et à la sécurité sociale.
- Les travailleurs du secteur informel ne sont pas pris en considération par les autorités.
- Les travailleurs dans l'économie informelle peuvent travailler tout en étant encore jeunes et ont souvent accès aux recettes. Cependant, ils n'ont pas de protection lorsqu'ils vieillissent car il n'y a ni travail ni protection sociale d'aucune sorte.
- Etant donné que le gouvernement ne fait rien pour pourvoir à la sécurité sociale du secteur informel, la CNTS estime que c'est la responsabilité des syndicats d'y palier.

Le Comité des Femmes de la CNTS Le Comité était formé des membres de la CNTS, des associations des femmes, du groupe des Femmes d'Intérêt Economique et des vendeuses de rue. Chaque syndicat de la CNTS dans toutes les régions du Sénégal a un Comité des Femmes (CF) géré par la présidente du CF. L'objectif est d'avoir plus de gens dans le Comité des Femmes, d'amener les femmes à une position de prise de décision, de permettre aux femmes d'occuper l'espace national et avoir les mêmes avantages que d'autres membres. Le gouvernement planifiait d'avoir une structure pour l'économie informelle mais avec le nouveau gouvernement au pouvoir, la mise en application a été retardée. La CNTS organise une réunion des vendeurs de rue Le 15 Novembre les visiteuses de SEWA Falguni et Aisa ont noté:

Au matin, nous avons appris que les vendeurs de rue de Dakar étaient beaucoup harcelés par la police. Le Président a ordonné le nettoyage de toutes les rues pour un sommet Islamique qui aura lieu en Mars 2008. Non seulement la police chasse les vendeurs mais aussi les arrête et confisque leurs articles de vente (qui ne sont jamais retournés). C'est pourquoi les vendeurs traversent un moment difficile à présent.

Afin de répondre à ce problème, la CNTS a organisé une réunion avec tous les concernés-membres du conseil et représentants. On nous a introduit à tous ceux qui étaient présents...

Il y avait une participation massive des gens à cette région.

Journée 2: 16 Nov. 2007 - Visite au Bureau pour la Sécurité Sociale

Madjiguène Medor a facilité la réunion entre la délégation des visiteuses et le Comité des Femmes avec le bureau pour la Sécurité Sociale du Sénégal, pendant la quelle on les a informé de leur programme de Sécurité Sociale pour la famille et les allocations d'infirmité pour les travailleurs dans le secteur formel. Si un travailleur du secteur informel veut adhérer, il paye un frais mensuel de 60 FCFA (US\$ 0.40). Toutefois, la plupart ne veulent pas adhérer à ce programme à cause des formalités auxquelles ils doivent se conformer, dont certaines pourraient les exclure.

Le Président du Conseil d'Administration de la Mutuelle d'Epargne et de Crédit pour la sécurité des ouvriers (MEC-SO), a parlé de la structure de l'institution mettant l'accent sur sa mission et son plan de développement. M. Alioune Fall, Secrétaire Général du Fond, a expliqué en détail le plan d'exécution pour la protection sociale dans le secteur informel. Un document qui donne d'amples informations a été compilé et offert à la délégation de SEWA.

Visite à la station de Taxi

Dans l'après-midi, la délégation a visité une station de taxi. De cette station se fait le transport urbain: donc plusieurs chauffeurs et d'autres travailleurs y sont domiciliés. Elles ont rencontré la femme leader locale de la zone et plus tard, de nombreuses femmes travailleuses engagées dans des commerces différents - restaurants, vente de l'huile pour véhicule et pièces de rechange, lessivage, repassage, vente du poisson séché, et autres. La délégation de SEWA a noté une similarité avec certaines communautés à Ahmedabad, particulièrement les zones de "Bhaipura", "Chamanpura" et "Shakar Bhuvan".

Journée 3: 17 Nov. 2007 - Visite au marché de la ville de Rufique

A la troisième journée, la délégation a été reçue par Fatou Thioune, la Présidente de l'association de la ville de Rufique. Elle-même étant une couturière. On les a emmenés pour une traversée de la ville pour se rencontrer avec les membres de l'association et rencontrer les vendeurs de rue et de marché (dont la plupart étaient des vendeurs de fruits), teint-uriers et esthéticiens. Encore une fois, la délégation de SEWA a observé la similarité des problèmes entre les vendeurs du Sénégal et ceux de l'Inde, quand les vendeurs ont dit qu'ils sont harcelés par la police parce que vendre sur la rue n'est pas considéré légal.

Réunion avec les Vendeuses du Marché de Sandaga

De retour à Dakar, la délégation est allée au marché de Sandaga. Malheureusement, le même jour les autorités avaient initié une "opération de nettoyage" et ont chassé les vendeurs des rues. En dépit de la mauvaise atmosphère, la délégation était en mesure de visiter quelques stands, pour discuter et partager avec quelques-unes des personnes là-bas et exprimer leur soutien. Falguni et Aisa ont noté que:

Le marché de Sandaga à Dakar est l'un des marchés principaux de la ville. Donc nous avons été à mesure de rencontrer plusieurs vendeuses. Nous avons aussi visité le marché à légumes et viande. La moitié de la rue était déserte principalement à cause de la patrouille policière.

Certaines des vendeuses étaient là mais ne vendaient pas. Elles nous ont dit que certaines d'entre-elles ont mis leurs possessions dans la boutique sur la rue. Mais elles ne sont jamais sûres quand le propriétaire de la boutique va rejeter leur requête de pourvoir de l'espace pour leurs possessions par crainte de la police... . Nous avons partagé avec elles la détresse des vendeurs de l'Inde qui est similaire à la leur. Certaines des vendeuses nous ont aussi dit que quand le président actuel voulait être au pouvoir, il a promis d'autoriser à tous les vendeurs de continuer leur travail. Maintenant qu'il est élu, il oublie toutes ses promesses, veut chasser les vendeurs de rue sous prétexte d'embouteillage et veut nettoyer les rues pour le prochain Sommet Islamique.

On nous a informé que la CNTS organise une marche le mercredi 21/11/07, en collaboration avec d'autres associations concernées. La marche partira du bureau de la CNTS au bureau de la radiodiffusion. Selon notre compréhension ce sera une marche silencieuse où personne ne parlera ni ne protestera mais ils vont soumettre au gouvernement leur opinion comme quoi ce qui se passe maintenant n'est pas correct. Leur préoccupation c'est que l'autorité devrait trouver une place de vente pour les vendeurs pour que ce soit une situation gagnant-gagnant pour tout le monde.

Le Dimanche, les visiteuses ont été amenées à une île proche appelée Ile de Gorée. L'île a été un port important pour le commerce d'esclaves. L'esclavagisme a existé depuis le 16e siècle et a duré 400 ans.

Journée 5: 19 Nov. 07 - Visite à la Mutuelle de Crédit dans le district de Pikine

Le dernier jour, la délégation a visité l'une des banques dans le district voisin de Pikine où Mme Syni Mané Ndiaye, Présidente du GIE, a présenté la structure et a expliqué le fonctionnement du système et les caractéristiques de la banque de crédit (mutuelle) et sa boutique communautaire.

Elles ont appris à propos du "Groupe d'Intérêt Economique" - GIE (similaire au Groupe d'Entraide Mutuelle - SHG en Inde). Les femmes dans le secteur informel ont joint le GIE. En principe, elles ont besoin de finances tout le temps pour mener à bien leurs activités ou développer leur travail. Etant donné que le GIE fait aussi partie de la banque, elles ont l'avantage de recevoir des crédits de la banque chaque fois qu'elles en ont besoin. A part ça, les autres membres du GIE contribuent d'une certaine manière lorsque n'importe quelle femme dans le groupe a quelque cérémonie à sa place.

Le nombre minimal des membres du GIE est de 7 membres et le maximum en est de 30. 60 groupes forment ensemble une zone. Pendant notre conversation, nous avons appris que le revenu moyen des travailleurs dans l'économie informelle est de 3 000 - 4 000 FCFA (US\$7 - 9). Les femmes doivent garder un minimum de 1 000 FCFA mensuellement (US\$ 2).

La dernière activité de la visite était l'évaluation. On a discuté des visites faites par la délégation. En tout, c'était une bonne expérience pour les deux parties. En conclusion, la visite de travail de la délégation de SEWA était accomplie avec succès et était très appréciée par les deux parties. SEWA attend impatiemment la deuxième moitié de la visite qui sera faite par la délégation de la CNTS à SEWA en Inde, pour apprendre sur ses programmes de sécurité sociale et santé pour ses membres.

Visite d'échange - CTCP, Nicaragua visite FNOTNA, Mexique **Par Orlando Jose Mercado, Co-ordinateur adjoint de CTCP, Nicaragua**

Comme partie du programme de StreetNet de visite d'échange, CTCP de Nicaragua a négocié et planifié une visite avec FNOTNA au Mexique. La visite a eu lieu du 25 au 28 Novembre 2007. La délégation des travailleurs autonomes du Nicaragua (CTCP) a fait une visite d'échange pour rencontrer et apprendre de FNOTNA, où nos homologues mexicains organisent les vendeurs de rue et le marché de l'économie informelle. La visite était constituée de quatre camarades: Orlando Jose Mercado, chef de la délégation en tant que coordinateur adjoint de la CTCP - FNT, Mervin Marengo Corea, Secrétaire des Relations Internationales, Sandra Flores Jimenes, Secrétaire pour les Comptes Rendus et les Contrats et Maria Teresa Sanchez, secrétaire du Syndicat des Marchés.

La délégation de CTCP a été reçue par Gilberto Vasquez Muro, Secrétaire général de FNOTNA, La Fédération Nationale des Travailleurs non salariés du Mexique. Nous nous sommes ensuite rencontré avec Augustin Serna Servin Secrétaire général de CROC de Nuevo Leon, qui nous a donné les instructions sur l'organisation des travailleurs non salariés au Nuevo Leon. Entre Jeudi le 25 Novembre et Samedi le 27 Novembre, nous avons participé aux activités suivantes:

- Nous nous sommes rencontré avec Jose Benito Reyes, secrétaire général de CROC des travailleurs non salariés de Nuevo Leon pour discuter comment les travailleurs non salariés sont en train d'être intégrés dans les plans de l'assurance sociale;
- Une réunion avec les secrétaires généraux des marchés mobiles de la ville de Nuevo Leon;
- Une réunion a été organisée avec le Directeur de l'Institut Universitaire pour la technologie des travailleurs Edilberto Cervantes Garvan, où il a parlé de l'Institut et de son Programme pédagogique pour les travailleurs;
- Nous avons participé à la conférence de presse avec le département de Média au CROC;
- Le Directeur de Commerce de Monterrey, Professeur Jesus Fernandes Garza nous a rencontrés pour présenter le travail qui se fait conjointement avec les

organisations des travailleurs non salariés, ce que nous avons estimé être positif.

Pour apprendre d'avantage sur les marchés mobiles, la délégation visitante a fait une marche pédagogique en visitant le marché de la ville de Nuevo Leon. Nous avons eu l'opportunité de voir comment les camarades travaillent avec le système des marchés mobiles et à quel point c'est bien organisé; les routes sont bien définies et les marchés fonctionnent sur les routes aux jours convenus.

Dimanche le 28, nous avons voyagé au District Fédéral de la ville de Mexico. Dans le District Fédéral, nous avons visité les marchés de la ville et nous avons participé à l'Assemblée ordinaire de FNOTNA (Fédération Nationale des Associations de Travailleurs non salariés), où nous avons pu partager nos expériences avec quelques dirigeants qui étaient présents.

Notre délégation a fait une invitation spéciale à FNOTNA pour devenir membre de notre Alliance des Syndicats de l'économie Informelle de l'Amérique Centrale et du Panama (SEICAP), que le CTCP dirige pour aborder l'impact des effets négatifs de la globalisation dans notre société.

Nous pensons que c'est très important que le Mexique devienne membre de notre alliance. Ainsi, dans le futur, elle luttera avec les autres organisations de l'Amérique Latine pour la reconnaissance et le respect des droits des travailleurs autonomes. Unis, organisés et appuyés nous serons invincibles!

Nouvelles en Bref

Conférence nationale de NEST - L'affilié de StreetNet au Népal, NEST a tenu sa deuxième conférence Nationale du 9 au 10 Janvier 2008. Avec le thème "Notre campagne pour l'emploi convenable, travail sûr, paix et stabilité". La conférence a commencé avec un rassemblement à partir de Sundhara et puis a procédé à la fête de l'inauguration dans la salle de l'Assemblée Nationale de Kathmandu. Environ 150 personnes ont participé à la conférence. 115 venant des 25 Districtes du pays et le reste venant de la capitale - Kathmandu. La deuxième conférence Nationale a élu les 23 membres du comité central où Narayan Neupane est Président et Jordan Parajuli, Kumar Sapkota, Maiya Gurung et Anamika Shrestha ont été respectivement élus Vice-Président, Secrétaire général et Secrétaire général - Adjoint.

CTCP-FNT, Nicaragua organise un Congrès - La CTCP-FNT, Nicaragua, a tenu son 6e Congrès annuel le 16 Décembre 2007 à Managua. CTCP a 33 000 affiliés dont 87 syndicats, cinq fédérations syndicales et un comité des Femmes pour bâtir et consolider la participation des femmes, ainsi qu'un comité des Jeunes. Le Congrès a élu les membres du comité suivants: Adrian Martinez, Secrétaire Général; Orlando Jose Mercado, Secrétaire à l'organisation; Ernesto Ortiz Aguirre, Trésorier et Flor de maria Avellán, Secrétaire du Comité des Femmes et Enfants.

Les vendeurs de rue sont trompés par les autorités à Caracas

Par Yolanda Wundheimer, correspondante vénézuélienne du *Beun Dia Prosie* 65

Plusieurs milliers des vendeurs de rue de Sabana Grande Caracas, qui n'étaient pas comptés dans le recensement officiel par la Municipalité de Libertador n'ont maintenant plus de moyens de gagner leur vie. Pour les vendeurs de rue, c'est comme si la Municipalité essayait de trouver une solution à la relocation des vendeurs de rue en ignorant complètement les gens affectés.

Premièrement, le recensement pris par le bureau du Maire de Libertador a révélé qu'il y a 2900 vendeurs informels. Selon les informations données par les vendeurs de rue, le nombre dépasserait les 5000, laissant hors du plan de relocation plus de 2000 travailleurs de l'économie informelle.

Deuxièmement, des 2900 vendeurs de rue qui étaient identifiés par le recensement, le bureau du Maire a conduit une purge qui a fini par l'exclusion de 47 mineurs, 98 immigrants illégaux, 62 citoyens âgés et 21 personnes handicapées. L'explication de la Municipalité est que les âgés recevront une pension spéciale et que les handicapés seront employés à la Municipalité.

Jose Chaurion, Secrétaire général de SINTRAINOR a dit que ces nombres ne font pas justice à la vérité. "Il est impossible qu'on ait trouvé des mineurs et immigrants illégaux étant donné qu'être de nationalité Vénézuélienne et avoir l'âge requis étaient les exigences obligatoires pour le recensement".

Après le recensement, le bureau du Maire les a rencontrés une fois seulement afin de vérifier si la liste des noms qu'ils avaient composée correspondait celle des gens que leurs organisations représentent. Chaurán a dit que personne n'avait été rejeté par le syndicat mais quand il a relu la liste encore deux semaines plus tard moins de gens y figuraient.

Troisièmement, après 67 jours d'attente et 13 ajournements de tirage public pour les étalages seulement, 1550 personnes ont reçu une place, environ 3500 vendeurs de rue ont été laissés sans opportunité de travailler et de gagner leur vie.

Avec la possibilité que les travailleurs de l'économie informelle ayant été exclus pouvaient commencer à se mobiliser avec comme objectif de réclamer leur droit au travail, le bureau du Maire a menacé d'appliquer la loi envers ceux qui protestent ou qui essayent d'ériger de nouveau leurs étalages sur le boulevard de la Sabana Grande. Chaurán, représentant les travailleurs exclus, a expliqué qu'il est injuste que les travailleurs aient à confronter les appareils de la Municipalité. Les vendeurs de rue demandent pourquoi le Maire ne veut pas des solutions réelles et structurées aux problèmes des vendeurs de rue? Pourquoi il ne rend pas la loi plus flexible et facilite le processus de leur formalisation à l'intérieur de l'économie? (*Beun Dia Prosie* 65, journal de la CSI ORT pour l'économie informelle. 12 Décembre 2007.)

Recicladores sin Fronteras

Par Chris Bonner, WIEGO, Programme d'organisation et représentation

C'est ça le titre de la première conférence mondiale des collecteurs des déchets informels, qui aura lieu à Bogota, en Colombie du 1 - 4 Mars 2008. Les participants à la conférence viendront de l'Asie, Afrique et Amérique Latine pour discuter les défis communs auxquels ils font face et commencer à développer un agenda commun.

Les représentants des organisations des collecteurs des déchets, des organisations des travailleurs comme StreetNet, et des ONGs de soutien, agences et chercheurs vont participer.

Les buts de la Conférence

Le but principal de la conférence est de renforcer l'organisation et la connexion globale des collecteurs des déchets informels - hommes et femmes, comme première étape vers la constitution d'un réseau international. Elle a aussi le but de renforcer le réseau des collecteurs des déchets d'Amérique Latine, qui est composé des coopératives des travailleurs et fédérations coopératives des différents pays d'Amérique Latine. Les collecteurs des déchets informels font une majeure contribution à l'économie, santé et protection environnementale. Cependant, dans la plupart des pays, le public général et les autorités ont failli le reconnaître. La conférence espère rendre visible leur contribution, et œuvrer pour une voix efficace et représentation des collecteurs des déchets dans tous les forums affectant leurs vies de travail et position sociale. La Conférence va commencer par célébrer la Journée Nationale Colombienne des Collecteurs des déchets le 1er Mars. Des centaines des collecteurs des déchets de partout à Bogota seront là-bas pour célébrer cette Journée.

Le rôle de WIEGO

WIEGO (Emploi Informel des Femmes: Globalisant et Organisant) a initié un projet mondial de travail en réseau. WIEGO a établi des contacts avec les organisations des collecteurs des déchets, ONGs et Chercheurs à travers le monde. Elle a mis sur pied un Comité Directeur International pour organiser conjointement la Conférence (voir boîte), résultant en une propriété partagée du projet et un effort de collaboration à travers les frontières du monde.

Les Partenaires et Organismes de la Conférence sont:

- Femmes dans l'emploi Informel: Globalisant et Organisant (WIEGO)
- Le Réseau des Collecteurs des Déchets d'Amérique Latine
- L'Association Nationale des Collecteurs des Déchets de Colombie (hôte)
- KKPKP (Syndicat des collecteurs des Déchets, Inde)
- La Fondation AVINA
- Le groupe de travail collaboratif sur la gestion des Déchets Solides (CWG)

Visiter le web site de la conférence: <http://www.recicladores.net>

Journée Internationale d'Action pour le Forum Social Mondial

Un autre monde est possible!

Le 26 Janvier 2008, le Forum Social Mondial (FSM) a demandé à ce qu'une journée globale d'action collective soit organisée dans les localités où sont basées les organisations et les mouvements sociaux. En réponse à l'appel du FSM pour l'action collective, StreetNet et les organisations des vendeurs de rue de Durban se sont joints au festival du FSM pour le changement social - l'Etat du peuple/ASINAMALI, organisé le 26 Janvier par les mouvements sociaux Indaba et le Centre pour la Société Civile (UKZN) à Diakonia Centre à Durban.

A la discussion sur l'économie du peuple dirigée par Pat Horn, Coordonnatrice de StreetNet, les participants représentant les organisations de l'économie informelle de Durban ont décidé de formuler les demandes autour de ce qu'est 'la ville de classe mondiale pour tous' (Campagne WCCA), qui considère les besoins des pauvres de la ville. Ils ont mentionné le besoin de se rassembler et de planifier des actions autour de ces demandes. Les organisations présentes étaient les vendeurs de rue (Eye Traders' Association), Barbiers de rue (Sisonke), Timber watch, concernés par les effets socio-économiques des plantations de bois de construction et l'Alliance des Pêcheurs Informels, qui sont des activistes environnementaux du bassin Sud de Durban (The South Durban Community Environment Alliance - SDEA: Alliance Environnementale de la Communauté de Durban Sud).

Les problèmes soulevés englobaient le respect et la reconnaissance du travail informel, la sécurité de revenus de tous ses travailleurs, le développement et la construction des compétences plutôt que la destruction du gagne-pain (particulièrement pour les femmes qui supportent les familles), créer de l'espace et construire les marchés africains, valoriser et construire sur les efforts d'entrepreneuriat et d'ingéniosité au lieu de prioriser les grandes entreprises et les intérêts commerciaux. StreetNet a aussi répondu au FSM par l'enregistrement sur le site web du FSM 2008 pour construire la visibilité des organisations de l'économie informelle et des vendeurs de rue et créer un lien avec le Festival de Durban pour le Changement Social sur le web. StreetNet était parmi plus de 800 organisations globales et mouvements sociaux qui ont participé à l'Appel Global pour l'Action sur le Web.

Ligue pour le Droit de la Femme Congolaise

Angélique Kipulu Katani, Secrétaire Générale de la Ligue pour le droit de la femme congolaise (LDFC), affiliée de StreetNet, a envoyé son programme d'action qui a été posté sur la Carte Mondiale de l'Action Globale sur le site web du FSM et StreetNet a réitéré sa solidarité envers la LDFC. LDFC a organisé un débat public sur le problème des taxes illégales ("taxes anarchiques") que les femmes et les vendeurs de rue sont forcés à payer par la police et les gardes de sécurité, débat auquel 80 personnes ont participé à Kinshasa.

Angélique Kipuli Katani a expliqué ce qu'était la journée d'Action globale du FSM et l'histoire du Forum Social Mondial. Elle a encouragé les commerçants informels à payer les taxes requises (puisqu'elles servent à financer les écoles, les infrastructures, la police, etc.) mais à refuser de payer les taxes illégales. Elle a

proposé que le 26 soit marqué chaque année par la LDFC en travaillant vers un "Autre Monde". Pour voir les rapports d'action: www.wsf2008.net

Lesotho - Sueur et larmes comme les colporteurs sont expulsés des rues

Par Lebohang Chefa, Chargée d'Information et de Communication, Transformation Resources Centre, Lesotho

Maseru - Une prière tranquille s'est terminée en sueur et larmes quand les unités armées de la police ont ouvert le feu sur un groupe des vendeurs de rue dans Maseru le Lundi 26 Novembre 2007.

La police a tiré des bombes lacrymogènes et à caoutchouc au milieu de la foule, dispersant les vendeurs de rue dans les rues et sur le mont Maseru pour se couvrir et sauver leurs vies. La prière a été organisée par Khatang Tema baitsukuli, une organisation de plus de 300 vendeurs de rue au Lesotho.

Le président de l'organisation, Tsolo Lebitsa a dit qu'ils ont appris auparavant que le Conseil Municipal de Maseru planifiait une expulsion de certains colporteurs des rues, spécialement de l'artère principale Kingsway. Il a dit qu'ils ont aussi demandé la solidarité des associations des opérateurs des taxis, des syndicats des travailleurs des usines et d'autres travailleurs. "Nous organisons une journée morte pour forcer le Conseil Municipal de Maseru à dialoguer".

Le Lesotho Congress of Democratic Unions (LECODU= Congres des Syndicats Démocratiques) a dénoncé l'incident qui a eu lieu au District Central des Affaires de Maseru, contre les opérateurs de l'économie informelle. LECODU a dit que les mesures prises par le Conseil Municipal de Maseru étaient mal conçues parce que le gagne-pain de la vaste majorité des gens qui, de par leur propre ingéniosité et ténacité gagnent leur vie à travers des stratégies de survie, sont en train d'être exacerbés par les exécutants des actions inhumaines." (Source: Déclaration de LECODU du 26 Novembre 2007; Communiqué de presse délivré par TRC, Lesotho)

Lancement de l'alliance des vendeurs "Sisonke"

Par Gaby Bikombo, président de l'association Siyagunda

Une alliance des vendeurs de rue et d'autres organisations des travailleurs de l'économie informelle dans la province de Kwazulu-Natal, Afrique du Sud, a été lancée le 28 Novembre 2007 sous le nom de l'Alliance des vendeurs Sisonke (Sisonke Traders Alliance).

Les trois organisations des vendeurs de rue basées à Durban que sont Siyagunda, Eye Trader's Association et Phoenix Plaza Street Traders' Association ont joint leurs forces pour initier ce corps-parapluie. Ils veulent être en mesure de s'engager avec les gouvernements local et provincial sur tous les problèmes concernant l'économie

informelle et d'identifier et/ou organiser les autres organisations et travailleurs de l'économie informelle dans la province.

C'est avec le soutien organisationnel de StreetNet et du Parti Communiste Sud Africain (South Africa Communist Party: SACP), que le processus initié en Mai 2006 a conduit à la formation de l'Alliance des vendeurs Sisonke vers la fin de 2007. Les objectifs de l'Alliance sont les suivants:

- Unifier les vendeurs de rue et autres travailleurs des organisations de l'économie informelle dans un corps-parapluie dans l'ordre de parler avec une voix commune et plus forte afin d'être écoutés;
- Identifier et aider en la formation des organisations des vendeurs de rue aussi bien que des travailleurs informels et les encourager à joindre Sisonke;
- Conduire formations et activités d'information des d'éducation pour nos organisations affiliées et leurs membres;
- Collaborer et/ou s'affilier à d'autres organisations internationales plus grandes qui ont à cœur les intérêts du secteur informel;
- Soutenir en tant que possible les vendeurs de rue et les autres commerçants informels et leur famille à gagner leur vie;
- Protéger et assister les membres à travers la conscientisation sur le VIH/SIDA, la prévention et si possible le programme de traitement;
- Travailler en vue de fournir des soins aux enfants, une sécurité sociale et un accès aux micro-crédits.

Environ 150 vendeurs de rue et membres des organisations ont participé. Le programme comprenait l'introduction de chacune des organisations fondatrices de l'alliance. Un poème a été récité par Veronica Xama du Eye Traders Association puis l'invité d'honneur, Fundile Jalile, de l'Eastern Cape Street Vendors Alliance a prononcé un discours. Le représentant du Maire adjoint de la Municipalité d'Ethekewini, Monsieur Thulani Nzama, a assuré aux organisations de l'alliance Sisonke que leurs voix sont écoutées dans les négociations collectives. Après les exposés, nous avons procédé à l'adoption de la constitution avant l'élection de six membres du comité exécutif (deux de chaque organisation) à qui on a confié la tâche de diriger la nouvelle alliance.

Lancement de l'alliance des vendeurs "Sisonke"

Par Gaby Bikombo, président de l'association Siyagunda

Une alliance des vendeurs de rue et d'autres organisations des travailleurs de l'économie informelle dans la province de Kwazulu-Natal, Afrique du Sud, a été lancée le 28 Novembre 2007 sous le nom de l'Alliance des vendeurs Sisonke (Sisonke Traders Alliance).

Les trois organisations des vendeurs de rue basées à Durban que sont Siyagunda, Eye Trader's Association et Phoenix Plaza Street Traders' Association ont joint leurs forces pour initier ce corps-parapluie. Ils veulent être en mesure de s'engager avec les gouvernements local et provincial sur tous les problèmes concernant l'économie informelle et d'identifier et/ou organiser les autres organisations et travailleurs de l'économie informelle dans la province.

C'est avec le soutien organisationnel de StreetNet et du Parti Communiste Sud Africain (South Africa Communist Party: SACP), que le processus initié en Mai 2006 a conduit à la formation de l'Alliance des vendeurs Sisonke vers la fin de 2007. Les objectifs de l'Alliance sont les suivants:

- Unifier les vendeurs de rue et autres travailleurs des organisations de l'économie informelle dans un corps-parapluie dans l'ordre de parler avec une voix commune et plus forte afin d'être écoutés;
- Identifier et aider en la formation des organisations des vendeurs de rue aussi bien que des travailleurs informels et les encourager à joindre Sisonke;
- Conduire formations et activités d'information des d'éducation pour nos organisations affiliées et leurs membres;
- Collaborer et/ou s'affilier à d'autres organisations internationales plus grandes qui ont à cœur les intérêts du secteur informel;
- Soutenir en tant que possible les vendeurs de rue et les autres commerçants informels et leur famille à gagner leur vie;
- Protéger et assister les membres à travers la conscientisation sur le VIH/SIDA, la prévention et si possible le programme de traitement;
- Travailler en vue de fournir des soins aux enfants, une sécurité sociale et un accès aux micro-crédits.

Environ 150 vendeurs de rue et membres des organisations ont participé. Le programme comprenait l'introduction de chacune des organisations fondatrices de l'alliance. Un poème a été récité par Veronica Xama du Eye Traders Association puis l'invité d'honneur, Fundile Jalile, de l'Eastern Cape Street Vendors Alliance a prononcé un discours. Le représentant du Maire adjoint de la Municipalité d'EtheKwini, Monsieur Thulani Nzama, a assuré aux organisations de l'alliance Sisonke que leurs voix sont écoutées dans les négociations collectives. Après les exposés, nous avons procédé à l'adoption de la constitution avant l'élection de six membres du comité exécutif (deux de chaque organisation) à qui on a confié la tâche de diriger la nouvelle alliance.

COGEC devient un syndicat national

COGEC (Le Collectif des Gérants de Cabine Cellulaires de Cocody), organisation des vendeurs des cabines cellulaires qui a commencé à Cocody, Côte d'Ivoire, a été lancé comme une organisation nationale. Organisation appelée maintenant Syndicat National des Commerçants des Produits télécom (SYNACOTEL) a tenu son premier congrès le 19 Janvier 2008. Coulibary Sory Haumar a été élu Secrétaire Général et Dougone Lou Henriette [Henriette] et Kouame Epe Beugre Blandine ont été élus commissaires au comptes. COGEC participe au prog-ramme triennal de StreetNet-UNI sur le renforcement de la capacité des organisations de l'économie informelle.